



## ALL THE DETAILS • POUR EN SAVOIR PLUS

Newsletter for the members of the Association of Justice Counsel  
Bulletin d'information à l'intention des membres de l'Association des juristes de Justice

Vol. 2, No. 21, October 20, 2009

### Another Day, Another Dollar - Where is the Arbitral Award?

It is now the middle of October and we are still without a collective agreement. We are now approaching the end of our fourth month waiting for the decision of the arbitration panel.

We have not had a raise since April 1, 2005. Inflation during that period has eroded our salaries by approximately 8.5%, making us that much poorer today in terms of real dollars. The added insult of the Expenditure Restraint Act has ensured that our salaries will continue to lag far behind those of our colleagues across Canada.

A lawyer earning \$100,000 in 2005 is owed approximately \$17,500 before tax in back pay. We are not paid interest for back pay, and every day that we are left to wait for our new agreement is money saved by the Employer at your expense. If this money had been invested at 3% as it was paid out, it would have generated \$1,000 in compound interest.

If that same money were put on your mortgage as it were earned, you'd see your mortgage paid down by approximately an additional \$20,000 today.

In the meantime, we will continue to press urgently for details on the timing of our collective agreement, and to remind Treasury Board and human resource officials that federal lawyers have waited long enough to receive their duly earned compensation.

It's time that our valuable expertise was recognized and rewarded. We deserve nothing less.

### Treasury Board: too scared to conduct its survey

To add insult to injury, Treasury Board has decided NOT to launch the Annual Employee Survey for 2009, ostensibly "to provide Departments additional time to implement their action plan to follow-up on the results of the 2008 Public Service Employee Survey (PSES)". During our darkest year, at a time when

Vol. 2, No. 21, 20 octobre 2009

### Un autre jour, un autre dollar - Mais où donc notre convention collective?

Nous sommes déjà rendus à la mi-octobre et nous sommes toujours sans convention collective. Cela fait déjà quatre mois que nous attendons une décision des arbitres.

Nous n'avons pas reçu d'augmentation depuis le 1er avril 2005. En tenant compte de l'inflation, nos salaires ont fondu d'environ 8.5%, nous appauvrissant d'autant. La Loi sur le contrôle des dépenses nous garantit que nos salaires demeurent à la remorque de ceux de nos collègues à travers le Canada.

Un avocat qui gagnait 100,000\$ en 2005 aura une créance d'environ 17,500\$ avant impôts. Puisque nous ne recevons aucun intérêt sur cet argent, le gouvernement épargne un montant d'argent considérable à nos dépens chaque jour que nous attendons notre nouvelle convention collective. Si cet argent avait été investi à 3% au fur et à mesure qu'elle aurait dû être payée, cela aurait généré 1,000\$ d'intérêt composé.

Si cet argent avait servi à payer une hypothèque au fur et à mesure qu'elle aurait dû être payée, votre hypothèque aurait été réduite d'environ 20,000\$.

Entre-temps, nous continuons à essayer d'obtenir plus de renseignements sur les délais de la décision arbitrale et à rappeler au Conseil du trésor et aux responsables des ressources humaines que les juristes fédéraux ont attendues assez longtemps pour recevoir leurs augmentations bien méritées.

Il est temps que notre expertise soit reconnue à sa pleine valeur. Nous ne méritons rien de moins.

### Le Conseil de trésor: trop peureux pour lancer son sondage

Pire encore, le Conseil du trésor a décidé de NE PAS lancer le Sondage annuel auprès des employés pour 2009, apparemment pour "fournir aux ministères le

employee morale has dropped through the floor, Treasury Board does even care enough for get an accurate temperature reading of the anger held by Justice lawyers.

temps nécessaire pour mettre en œuvre leur plan d'action en réponse aux résultats du Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux 2008 (SAFF)". Au moment où nous traversons le tunnel le plus sombre de notre histoire, au moment où le moral est à son plus bas, le Conseil du trésor ne daigne même pas prendre le pouls de ces employés et de mesurer l'ampleur de leurs frustrations